

## Questions orales

discréditait les sports amateurs au Canada. En tant qu'ancien représentant du Canada aux Jeux Olympiques, cette observation stupide du ministre m'offusque.

**Des voix:** Bravo!

**M. Jelinek:** C'est le ministre et le gouvernement libéral qui discréditent les sports d'un bout à l'autre du pays en y associant sans cesse des paris.

**Des voix:** Bravo!

**M. Jelinek:** Le ministre agira-t-il de façon honorable en mettant fin à cet impôt déguisé, insensé et désastreux que sont les paris sportifs, qui, de toute façon, ne rapportent rien et prennent pour victimes les pauvres, et commencera-t-il à aider les sports amateurs en recueillant des fonds de façon plus honorable, notamment comme je le lui ai recommandé personnellement dans le passé, en augmentant les bourses d'entraînement grâce à une plus grande participation du secteur privé?

[Français]

**L'hon. Jacques Olivier (ministre d'État (Santé et Sport amateur)):** Monsieur le Président, cela venant principalement de ce député-là qui est censé connaître très bien le sport amateur pour y avoir participé et l'avoir très bien représenté, je suis étonné qu'il ne sache pas que même l'Association olympique canadienne réprouve le fait que les gens d'en face veulent détruire les paris sportifs, et que cette Association a émis un communiqué de presse la semaine dernière appuyant les paris sportifs. Qu'est-ce qui arrive à ces gens-là? Deuxièmement, je dois vous rappeler que c'est ce gouvernement-ci qui a donné la plus forte contribution, la garantie la plus forte qui ait jamais été offerte pour qu'on ait des Jeux olympiques à Calgary, en 1988! C'est encore ce gouvernement-ci qui va payer la plus forte somme pour la représentation aux Jeux olympiques de Los Angeles! C'est encore ce gouvernement-ci qui a participé en mettant des programmes sur pied pour aider le sport amateur, et ce partout à travers le Canada. Je suis étonné qu'une question vienne de ce député, alors que lui en principe ne devrait pas renier ses origines. Au contraire, il devrait tenter de faire comprendre à ses collègues qu'en tentant de discréditer la Société, il discrédite le sport amateur, et en discréditant le sport amateur, il touche à nos athlètes. Ces athlètes-là ont droit à plus de respect, monsieur le Président.

[Traduction]

LE RECOURS À D'AUTRES MODES DE FINANCEMENT POUR LES SPORTS

**M. Otto Jelinek (Halton):** Monsieur le Président, le ministre comprend mal ce que j'essaie de dire. Je m'offusque, à l'instar de tous les athlètes, de voir le gouvernement tenter continuellement d'associer des paris aux sports. Cela n'a aucune raison d'être. Ce que j'essaie d'expliquer au ministre et qu'il ne semble pas comprendre, c'est que d'énormes recettes fiscales sont consacrées à l'entraînement d'athlètes amateurs au Canada en pure perte. Dans le domaine du patinage, par exemple, bon nombre de nos patineurs sont formés au Canada aux frais du contribuable, puis ils s'expatrient aux États-Unis pour aller travailler pour des groupes professionnels américains. Pourquoi les groupes professionnels, que ce soit au patinage, au tennis et le reste, ne versent-ils pas des bourses d'entraînement aux athlètes? C'est là la façon de recueillir des fonds pour le sport amateur et d'encourager les Jeux Olympiques de Calgary.

[Français]

**L'hon. Jacques Olivier (ministre d'État (Santé et Sport amateur)):** Monsieur le Président, je comprends très mal l'honorable député, parce que nos gens au Canada sont favorables à ce qu'on ait des Jeux du Commonwealth, des Jeux du Canada, les Jeux panaméricains ou les Jeux olympiques. Mais les gens, ceux d'en face ne sont jamais d'accord pour qu'on fournisse de l'argent pour les athlètes amateurs. Ces gens-là ont droit à plus de respect. Ils ont droit à beaucoup plus de respect. Alors nous avons assumé nos responsabilités. Monsieur le Président, on a mis des programmes sur pied, et ce sont les meilleurs en Amérique du Nord. Tout ce qu'on veut, c'est préserver les athlètes et avancer sur le plan international. Pour faire cela, nous avons besoin d'argent, monsieur le Président. Ils sont les premiers à nier le fait qu'un gouvernement canadien qui veut augmenter la compétition au niveau international ait le droit d'aller chercher de l'argent sur une base volontaire par une loi adoptée par le gouvernement canadien. Vous êtes les premiers dans cela.

\* \* \*

• (1500)

[Traduction]

## L'ÉNERGIE

L'ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LA NOUVELLE-ÉCOSSE—LES NÉGOCIATIONS AVEC LE GOUVERNEMENT DE TERRE-NEUVE

**L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Puisqu'il vient d'être question d'une situation compromettante, je voudrais en évoquer une autre. Le gouvernement a-t-il demandé aux négociateurs fédéraux, parmi lesquels figuraient le ministre de l'Énergie et le ministre des Finances actuel, de dire au gouvernement de Terre-Neuve que l'accord sur les gisements sous-marins conclu avec la Nouvelle-Écosse en mars 1982 était complet de la façon dont il était décrit, alors qu'en fait il existait une clause secrète qui donnait à la Nouvelle-Écosse certains droits spéciaux en matière de péréquation? Les ministres avaient-ils reçu pour instruction de donner de faux renseignements au gouvernement de Terre-Neuve, ou lui ont-ils menti de leur propre chef?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur le Président, je sais que le gouvernement a offert à Terre-Neuve exactement les mêmes arrangements que ce qu'il avait offert à la Nouvelle-Écosse. La proposition était identique, y compris en ce qui a trait aux accords conclus entre les gouvernements et aux instructions écrites ou verbales. Pour ce qui est des détails, il faudrait que je les vérifie avec le ministre.

En tout cas, le gouvernement n'a rien offert à la Nouvelle-Écosse en matière de recettes ou de modalités de péréquation qu'il n'a pas offert également à Terre-Neuve. Je pense par conséquent que le député a employé un terme nettement excessif quand il a parlé de mensonge. Je ne sais pas s'il faisait allusion à son premier ministre provincial, mais s'il voulait parler de certains de mes ministres, je suis en mesure de nier catégoriquement son allégation.